

Paix ou sécurité? Non: Paix et sécurité

Federico Mayor Zaragoza

(julio 2012)

Depuis toujours, sous le pouvoir absolu masculin, l'histoire s'est caractérisée par l'imposition, la violence, la domination.

« Si tu veux la paix, prépare la guerre », tel a été le fil conducteur de notre passé ensanglanté. Le pouvoir, constamment stimulé par les producteurs d'armes, a eu pour fondement la raison de la force.

Et ainsi, la paix a toujours été un souhait, une invocation, une salutation... Paix, paz, peace, salam, shalom... mais jamais un objectif que l'on ait considéré comme réalisable, car la sécurité passait devant.

Jusqu'au point d'avoir à offrir sa propre vie pour réaliser les desseins du pouvoir.

Confinés, apeurés, dépourvus de voix, silencieux, sujets et non pas citoyens.

L'on peut identifier trois faits décisifs dans le courant du XXème siècle : la fin des deux « grandes guerres » et la fin de la « guerre froide ».

En décembre 1918, le Président des États-Unis, Woodrow Wilson, l'homme le plus puissant de la terre, arrive au continent européen avec sa Convention pour une paix durable. Il crée la Société des Nations et il signale qu'il ne faut plus jamais qu'un conflit d'« épuisement » se reproduise, comme celui ayant caractérisé cette terrible « guerre des tranchées ». Mais la prééminence de la sécurité lui est imposée par l'Europe et, surtout, par les États-Unis eux-mêmes. C'est la sécurité de la nation que le Président des États-Unis est tenu de garantir...

Et voilà qu'en 1939 arrive la Deuxième Guerre Mondiale, et c'est à son terme que le Président Franklin Delano Roosevelt, terrifié par les méthodes

abominables d'extermination utilisées, par l'holocauste et le génocide, par l'extension du conflit (Allemagne, Italie, Japon...), crée le système des Nations Unies, dont la Charte commence avec les mots suivants –j'aime les répéter car ils doivent être une source d'inspiration et d'engagement personnel– : « Nous, les peuples... sommes résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre ».

L'ONU voit le jour à San Francisco en juin 1945 et c'est seulement quelques mois après qu'a lieu à Londres la fondation de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture), dont le but est de « lever les bastions de la paix dans l'esprit des hommes ». La paix repose sur l'« égale dignité de tous les êtres humains » et sur l'observation et le respect des « principes démocratiques » –justice, liberté et solidarité « intellectuelle et morale »– afin de former une citoyenneté « libre et responsable », une définition magistrale de ce que signifie l'éducation.

Le Système des Nations Unies comprend aussi une Organisation pour la santé, une Organisation pour le travail, une Organisation pour l'alimentation, un vaste programme pour le développement, pour l'enfance...

Le Système sera guidé par des principes éthiques reconnus par tous, tel qu'il est établi dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en décembre 1948.

Tout avait été préparé pour la paix... mais bientôt les « vainqueurs », avec leur droit de veto au Conseil de Sécurité, finirent par imposer leur façon d'agir, et au lieu d'avoir des peuples, il y eut des États, seulement des États ; au lieu de la coopération, l'exploitation ; au lieu de l'aide, des prêts. Et pour couronner le tout, la course aux armements fut entamée par les deux superpuissances, les États-Unis et l'Union Soviétique.

Tout à coup, en 1989, avec la fin de la guerre froide l'on voit réapparaître les conditions nécessaires pour une paix mondiale durable.

En effet, Mikhaïl S. Gorbatchev, Président de l'Union Soviétique se place à la tête, avec pour bastion l'effondrement du Mur de Berlin, de la conversion de l'immense empire soviétique en une Communauté d'États indépendants qui entament, sans verser une seule goutte de sang, la longue marche vers des systèmes de libertés publiques.

Et le prisonnier Nelson Mandela (voilà la magie de l'imprévu –qui est notre espérance–) sort de prison avec les bras tendus, et non pas rongé par la vengeance et, avec la complicité de Frederik De Klerk, il réussit en quelques mois à faire disparaître l'*apartheid* racial et à démarrer un processus de conciliation qui finira par faire d' « un noir ! » –dans un pays où il n'y na pas très longtemps il y avait, face à certains établissements, des pancartes avec la mention "no blacks, no dogs"– le premier Président avec la peau foncée de l'Afrique du Sud.

Et l'on atteint, avec l'intercession de Saint Égide et l'intelligente action de Joaquim Chissano, la paix au Mozambique. Et à Chapultepec la paix au Salvador est signée... Et le processus de paix au Guatemala démarre dans les montagnes de la province d'Heredia au Costa Rica.

Mais les ambitions hégémoniques des Etats-Unis, et du Royaume Uni en sa qualité d'acolyte inconditionnel, avaient déjà déclenché la « globalisation » et l'Occident, de façon toute particulière, tombe dans le piège préparé par le système politique néolibéral pour qui les rênes de notre destin commun doivent être tenus non pas par les « principes démocratiques », mais plutôt par les lois du marché.

Et les nations Unies sont remplacées par des groupes ploutocratiques (G6, G7, G8, G20...)

Et l'on fait confiance à l'« autorégulation financière ».

Et l'Organisation Mondiale du Commerce est directement constituée en dehors du cadre des nations Unies.

Et c'est à la « sécurité humaine » que l'on affecte la plus grande part des budgets, jusqu'au point d'atteindre les 4.000 millions de dollars par jour... au milieu de l'extrême pauvreté et de la mort par inanition de plus de 60.000 personnes par jour... Et de la dégradation de l'environnement...

Avec le retour des Etats-Unis à l'UNESCO en 2003 –en guise de « compensation » pour l'invasion de l'Iraq sur la base d'un mensonge– l'Administration du Président George Bush fait pression pour que la « paix » soit remplacée par la « sécurité humaine » (!) dans une institution des Nations Unies qui a pour but de construire la paix dans un contexte démocratique, afin que ces premiers mots solennels et engagés de la Charte deviennent réalité : « Préserver les générations futures du fléau de la guerre ».

Aujourd'hui, la débâcle morale et économique occidentale, avec une économie de spéculation, de délocalisation et de guerre, se résiste, et à quel prix, à céder la place à une nouvelle ère. Il s'agit d'une crise systémique où les marchés, après avoir fait l'objet d'un « sauvetage », harcellent sans pitié les politiciens... et en arrivent même, de façon imprévisible et inadmissible, à nommer, sans que des élections aient lieu, des gouvernements en Grèce, berceau de la démocratie, et en Italie.

La délocalisation de la production vers des pays à prix minimales (et dont les conditions de travail sont encore plus minimales) a débouché sur la terrible incongruité de convertir le grand pays communiste du monde qu'était la Chine en le grand pays capitaliste!

Et une économie de guerre. Incongruité. En 2009 les Etats-Unis ont seuls investi plus de 800.000 millions de dollars en armement et en dépenses militaires. La Chine les suit avec plus de 100.000 millions...

La sécurité continue à l'emporter sur la paix.

Mais, finalement, une authentique inflexion historique semble avoir lieu ; les “peuples” ne sont plus silencieux et leur voix atteint les forums du pouvoir.

Aujourd’hui, enfin, dans très peu de temps la démocratie sera renforcée –une Déclaration Universelle est en cours d’élaboration–, celui-ci étant le seul contexte qui rend possible le plein exercice des droits humains à l’échelle personnelle, locale, régionale et planétaire.

Aujourd’hui, enfin, il existe une conscience globale qui permet de mieux apprécier ce que l’on possède, de connaître les précarités d’autrui, ce que renforce la solidarité, promeut les mains tendues au lieu des mains levées et armées.

Aujourd’hui, enfin, plus de femmes participent dans la prise de décisions, fait qui est indéniablement une prémisse pour la grande transition de la raison de la force vers la force de la raison.

Aujourd’hui, enfin, les intellectuels, artistes, scientifiques, enseignants... se placent progressivement à l’avant-garde du changement radical d’une économie de guerre à une économie de développement durable, d’une culture de l’imposition à une culture de conciliation et de paix.

De la force à la parole.

De la sécurité à la paix.

¿Paix ou sécurité? Non. Paix et sécurité.